

PALESTINE - ISRAEL

Prises de positions actuelles sur le conflit israélo-palestinien - Série II

mercredi 11 octobre 2023, par [Bureau exécutif de la IV^e Internationale](#), [CGPJDI](#), [MDH](#), [NPA / NPA l'Anticapitaliste](#), [PEPS](#), [Voix juives indépendantes du Canada](#) (Date de rédaction antérieure : 11 octobre 2023).

Nous poursuivons la publication d'un ensemble de prises de positions sur le conflit israélo-palestinien. Les déclarations provenant de mouvements palestiniens ou israéliens sont publiés sur notre site séparément, ainsi que les articles.

International

Quatrième Internationale : Solidarité avec le peuple palestinien - mettre fin à l'occupation !

La cause première de la violence est l'occupation de la Palestine par l'État israélien. Ce sont les Palestiniens qui ont le plus subi la mort et la destruction au cours des 75 dernières années. La situation dans la bande de Gaza est particulièrement inhumaine. La population y est soumise à des humiliations, des punitions collectives et des violences permanentes de la part de l'État israélien. Les appels à la « désescalade » sont vains, et les condamnations unilatérales de la violence du Hamas sont hypocrites, tant que l'on ne s'attaque pas à la cause première.

L'État israélien, gouverné par diverses coalitions, a adopté une stratégie consistant à transformer la bande de Gaza en une prison à ciel ouvert, soumettant sa population à des offensives violentes et régulières. L'offensive du Hamas a montré le caractère insoutenable de cette stratégie inhumaine. Mais au lieu de chercher des moyens de mettre fin à la violence et à la souffrance, l'État colonial israélien, soutenu par les gouvernements occidentaux, ne fait que redoubler cette stratégie, rendant ainsi inévitables de nouvelles effusions de sang et de nouvelles souffrances.

Nous entendons déjà des voix réclamer une intensification de l'oppression du peuple palestinien, des membres du gouvernement israélien adoptant une rhétorique génocidaire sur la lutte contre les « bêtes inhumaines » et des appels tout à fait cyniques aux Palestiniens pour qu'ils quittent la bande de Gaza s'ils veulent se protéger des opérations israéliennes. Cela revient à aggraver encore une situation qui fait de nombreuses victimes civiles palestiniennes et israéliennes, des victimes que nous déplorons.

Nous condamnons l'hypocrisie de ceux qui agissent comme si la violence venait de nulle part et ignorent 75 ans d'oppression coloniale du peuple palestinien par l'État israélien. Rien ne peut justifier des attaques visant des civils et cette doctrine devrait être universellement respectée dans la condamnation de tous ces crimes de guerre. Nous refusons de nous joindre au chœur de ceux qui condamnent la violence lorsqu'elle est commise par des Palestiniens, mais qui l'ignorent ou, comme les gouvernements occidentaux, la soutiennent activement quand il s'agit de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité perpétrés par l'État israélien. La soi-disant communauté internationale est

profondément complice de l'inéluctabilité de la violence et n'offre aucune solution pour s'attaquer à sa cause : l'occupation continue du territoire palestinien. Cette oppression, exercée par un État militairement très supérieur et soutenu par les pays les plus puissants du monde, rendra inévitables de nouvelles explosions de violence. Tous ceux qui, depuis des décennies, soutiennent cette occupation en sont responsables.

Nous ne partageons pas la stratégie et la tactique du Hamas parce que cette voie ne peut pas mettre fin à l'occupation, ce qui est le seul moyen de mettre fin à la violence. La fin de l'occupation n'est possible que par la résistance collective des masses palestiniennes, avec les militants anti-guerre de l'État d'Israël, et avec le soutien de leurs alliés internationaux. En tant que Quatrième Internationale, nous sommes fier-es d'être parmi ces alliés.

Nous sommes aux côtés du peuple palestinien dans sa résistance continue contre le colonialisme israélien et dans sa lutte pour l'autodétermination. C'est pourquoi nous appelons à l'intensification du soutien à la campagne BDS, aux déclarations et aux manifestations de solidarité avec le peuple palestinien.

Notre objectif est de mettre fin au colonialisme israélien et de créer un État où toutes et tous les citoyens jouissent des mêmes droits. Dans l'immédiat, nous exigeons la cessation des actions de l'État israélien contre la population palestinienne à Gaza, en Cisjordanie et à Jérusalem-Est et la fin des relations de toute nature avec le régime colonial d'apartheid israélien.

10 octobre 2023

Bureau Executif de la Quatrième Internationale

- <https://fourth.international/fr/566/asia/546>

CANADA

Voix juives indépendantes du Canada appelle à un cessez-le-feu et à un changement systémique en Palestine occupée

8 octobre 2023 – Avec plus de 600 victimes israéliennes et près de 400 palestiniennes jusqu'à présent, la douleur ressentie par ceux et celles d'entre nous, à la fois dans la région et qui y sont liés, ne peut être surestimée. Les vies perdues au cours des dernières 48 heures sont une tragédie, preuve de la nécessité d'un cessez-le-feu immédiat et non d'une escalade de la violence.

Les attaques contre des civils constituent une violation du droit international, quel qu'en soit l'auteur, qu'il s'agisse d'une force violente immédiate ou d'une oppression structurelle à long terme. Les morts civils causés par l'offensive du Hamas sont une conséquence inacceptable de 75 ans de conditions inacceptables, qui font partie d'une attaque qui n'est ni non provoquée ni justifiable. Israël doit être tenu responsable de ses décennies de crimes contre l'humanité, crimes qui ont placé les Palestiniens et Palestiniennes dans une position où les représailles violentes et la mort semblent être une justice.

Pendant des décennies, les civils de Gaza ont été soumis à des massacres systématiques, à des restrictions en matière d'électricité, de soins médicaux et d'eau, ont été bombardés et ont vécu sous un blocus étouffant. Au cours de l'année écoulée, les Palestiniens et Palestiniennes ont été pris pour

cible par le gouvernement israélien le plus à droite de son histoire, qui a intensifié ses attaques contre eux et elles.

Aujourd'hui, des civils israéliens sont enlevés et tués lors de l'attaque la plus meurtrière contre l'État depuis des années.

IJV appelle le Canada à exiger un cessez-le-feu immédiatement. Mais cela ne suffit pas à garantir un avenir plus prometteur à tous et toutes en Palestine occupée : l'apartheid israélien, l'occupation et le colonialisme de peuplement sont les problèmes sous-jacents qui doivent être résolus afin d'avancer vers un avenir pour la région où tous peuvent prospérer. Si ces problèmes ne sont pas résolus, nous craignons qu'Israël ne soit pas satisfait tant qu'il n'aura pas satisfait son désir inépuisable de vengeance disproportionnée, comme cela a été prouvé à maintes reprises.

Le gouvernement canadien s'est opposé aux tentatives palestiniennes de résistance non violente, que ce soit par des efforts de boycott, de désinvestissement et d'imposition de sanctions ou par des appels aux tribunaux internationaux et à l'ONU. Lorsque la résistance non violente est considérée comme inacceptable, qualifiée d'antisémite ou de terroriste, les Palestiniens et Palestiniennes sont ainsi privés des outils nécessaires pour défendre leur vie, leurs libertés et leurs moyens de subsistance.

Les conditions dans lesquelles les Palestiniens et Palestiniennes sont contraints de vivre dans la bande de Gaza sont inadmissibles. La seule solution à cette violence continue est de s'attaquer à ses causes profondes, ce qui nécessite de soutenir les mouvements dirigés par les Palestiniens et Palestiniennes pour affronter et résister à l'apartheid israélien, ainsi que de pousser les gouvernements comme le Canada à s'opposer aux crimes israéliens contre l'humanité.

L'adhésion rituelle et creuse du Canada au « droit d'autodéfense » d'Israël donne au gouvernement israélien de droite un prétexte pour continuer à détruire Gaza, commettant de nouvelles violences contre les Palestiniens et Palestiniennes sous occupation. Nous devons rappeler à tous que les Palestiniens et Palestiniennes, comme tout peuple occupé, ont en fin de compte le droit, selon le droit international, de recourir à la violence armée pour résister à leur occupation - à condition que cette violence fasse une distinction entre civils et combattants.

Le Canada doit appeler à un cessez-le-feu, condamner l'apartheid israélien et œuvrer à une résolution pacifique qui défend les droits à la vie et à la liberté des Palestiniens et Palestiniennes et des Israéliens et Israéliennes.

Voix juives indépendantes du Canada

Texte original anglais :

<https://www.ijvcanada.org/ijv-calls-for-a-ceasefire-and-systemic-change-in-palestine-israel/>

<https://www.pressegauche.org/Voix-juives-independantes-du-Canada-appelle-a-un-cessez-le-feu-et-a-un>

FRANCE

NPA- Offensive de Gaza : les solidarités du NPA vont à la lutte légitime du peuple palestinien

Depuis deux jours, c'est bel et bien à une amplification de la lutte pour les droits du peuple palestinien à laquelle nous assistons. Le nombre des victimes civiles et la bataille des chiffres et des images choquent à juste titre, mais ne doit pas nous faire oublier que ces derniers événements autour de l'offensive de Gaza ne peuvent s'apprécier qu'à la lumière de la situation dramatique du peuple palestinien. Humiliations quotidiennes, meurtres, emprisonnement, amplification de la politique d'occupation et de colonisation par Netanyahu et son pouvoir d'extrême droite, blocus inhumain de la bande de Gaza qui dure depuis une quinzaine d'années... Tout cela est subi par les Palestiniens dans l'indifférence totale de la "communauté internationale", avec ces grandes puissances qui regardent ailleurs quand l'ONU a multiplié les résolutions contre la politique d'apartheid de l'Etat d'Israël.

Ici, les larmes de bien des dirigeants politiques et commentateurs divers et variés sont à géométrie variable. Après avoir été indifférent au sort des Palestiniens pendant des décennies, voire l'avoir invisibilisé, une offensive idéologique a lieu aujourd'hui contre le "terrorisme" du Hamas, consensus visant à empêcher dans un même mouvement la solidarité avec la lutte pourtant légitime du peuple palestinien pour ses droits.

Le projet politique et idéologique, la stratégie et les moyens de lutte du Hamas ne sont pas ceux du NPA. Dans ce cadre, nous dénonçons les tueries de civils menées par le Hamas. La résistance palestinienne est d'ailleurs composée de forces avec des projets politiques différents. Nous déplorons toutes les victimes civiles, qu'elles soient israéliennes ou palestiniennes, et nous dénonçons tous les crimes de guerre.

Nous partageons la lutte nécessaire contre la colonisation menée par un État belliqueux et guerrier, celui d'Israël, qui aujourd'hui jette à la rue des centaines de milliers de personnes en quelques heures avant de bombarder et veut mettre en place un "siège complet" de la bande de Gaza. Nous ne confondons pas cet État et sa politique avec le peuple, les militantEs, ou les courants anti-guerre, à l'image du journal israélien Haaretz qui titre "Netanyahou porte la responsabilité de cette guerre Israël-Gaza".

Nous réaffirmons notre soutien plein et entier à la lutte des Palestiniens pour leur émancipation, y compris par la lutte armée, et pour le droit à l'autodétermination, seule condition pour que les Palestiniens puissent vivre en paix sur leur terre.

Depuis deux jours, plusieurs personnalités politiques, dont la Première ministre Borne, ou des associations, comme la LICRA, l'Union des étudiants juifs de France ou l'association Avocats sans frontières, ont multiplié les déclarations agressives et les menaces à l'égard du NPA. La campagne qui se déchaîne contre nous est indécente et mensongère, et nous demandons à pouvoir expliquer notre position dans les médias. Aucune menace de procès ou d'interdiction ne viendra faire taire nos solidarités avec les opprimés. C'est pour cela que nous réitérons l'appel déjà lancé à l'organisation, ces prochains jours et dans l'unité, de mobilisations de rue en soutien au peuple palestinien et à la lutte légitime pour ses droits.

Montreuil, le lundi 9 octobre 2023

Nouveau Parti anticapitaliste (NPA)

• NPA. Publié le Lundi 9 octobre 2023 à 13h16. :

<https://nouveupartianticapitaliste.org/communiqu/offensive-de-gaza-les-solidarites-du-npa-vont-la-lutte-legitime-du-peuple-palestinien>

Édito de PEPS : Israël-Palestine : Pas de justice pas de paix, une seule solution : la fin de l'occupation

L'opération « Déluge d'Al-Aqsa » lancé par le Hamas samedi 7 octobre à l'aube contre Israël est d'une ampleur sans précédent. Des sites militaires israéliens, des villes et des villages ont été investis, des milliers de roquettes tirées, dans une attaque massive. Israël décompte désormais plus de 1000 morts, et plus de 700 gazaouis sont décédés suite aux représailles. L'État israélien répond par des bombardements sur Gaza et va se lancer dans une opération terrestre. Cette nouvelle situation remet au premier plan la question palestinienne invisibilisée depuis des années.

Nous devons avant tout essayer de comprendre ce qui se passe. Depuis des décennies, les différents gouvernements de l'État d'Israël ne respectent pas le droit international et continuent à coloniser, réprimer, ségréguer et bafouer le droit à l'autodétermination du peuple palestinien. Gaza est sous un blocus illégal et condamné, depuis 17 ans par le droit international. Cette prison à ciel ouvert est une punition collective infligé par l'État d'Israël au peuple palestinien. Le gouvernement israélien d'extrême-droite, a fait de la colonisation le premier point de son programme de gouvernement : depuis le début de l'année, on assiste à une accélération des opérations de colonisation, de nettoyage ethnique, et de répression contre le peuple palestinien. Depuis un an, le gouvernement israélien suprémaciste ne fait qu'utiliser la force, aveuglément, pensant ainsi soumettre les Palestiniens et détourner l'attention des affaires de corruption dans lesquelles il est impliqué. Depuis le début de l'année, les assassinats de Palestiniens se sont multipliés (237 dont cinquante enfants), de même que les expulsions relevant du nettoyage ethnique, les incarcérations, notamment sans procès. Ces pratiques s'accompagnent d'un chèque en blanc donné aux colons israéliens qui, eux aussi, attaquent des villages palestiniens de Cisjordanie mais aussi des sites religieux musulmans et chrétiens, multiplient les confiscations de terres, encouragés par des ministres d'extrême droite.

Face à cette politique, l'échec de l'Autorité palestinienne est patent ! Corrompue et jouant le rôle de supplétif de l'armée israélienne, elle n'a fait que condamner verbalement ces attaques et ces violations répétées tout en servant de fait de caution. C'est cet échec ainsi que la faillite des accords d'Oslo qui entraîne la désespérance de la population palestinienne et particulièrement de sa jeunesse sans perspectives. C'est ce qui explique que le Hamas, organisation à ses débuts soutenue par le pouvoir israélien contre l'OLP, soit devenu majoritaire à Gaza et en Cisjordanie malgré ses pratiques de gouvernance despotiques.

PEPS s'il rappelle le droit imprescriptible qu'il a de se défendre pour se libérer du joug colonial, s'il soutient le droit à la résistance armée et non armée du peuple palestinien, condamne les crimes de guerre, violences et prises d'otages à l'encontre de population civile quels qu'elles soient et soutient la plateforme des ONG pour la Palestine qui rappelle que « la protection des civils doit être la priorité du Hamas et d'Israël. Selon le droit international humanitaire, toutes les parties à un conflit armé ont l'obligation de protéger les vies des civils. Le droit d'Israël à se défendre ne doit en aucun cas donner un blanc-seing aux forces armées israéliennes pour causer des pertes civiles au sein de la population palestinienne. Des civils et soldats israéliens ont été pris en otage par les groupes armés palestiniens. Les enlèvements et la prise en otage de civils sont interdites par le droit international humanitaire. ». Le choix du Hamas de s'attaquer aux populations civiles israéliennes ne peut que renforcer la haine entre les deux peuples. Il ne peut aussi que renforcer en Israël même le camp de celles et ceux qui se refusent à toute négociation. Il est déjà suivi de représailles israéliennes qui aggraveront encore la situation de la population de Gaza.

Dans cette situation, et au-delà de la nécessité d'un cessez-le-feu immédiat, la solution passe d'abord par le respect du droit international et des résolutions de l'ONU ; Les événements d'aujourd'hui doivent rappeler à toutes et tous, qu'il n'y aura pas de paix possible dans cette région du monde sans solution politique juste et durable, sans que soit reconnu à toutes et tous l'égalité des droits. La communauté internationale doit agir et faire pression sur l'État israélien pour qu'il se conforme au droit international, évacue les territoires occupés, laisse les réfugié·es retourner chez elles et eux, et mette fin à la situation d'apartheid en accordant la pleine égalité à tou·tes ses habitant·es. Sans ces mesures de bon sens, la succession de massacres continuera.

PEPS soutient tous les peuples quels qu'ils soient en Ukraine, en Arménie, en Palestine en lutte pour leur droit à l'autodétermination contre le colonialisme et les impérialismes. Il n'y a pas deux poids, deux mesures. Les cris d'orfraie des responsables politiques du monde occidental sont à mettre en relation avec leur abandon du peuple du Haut-Karabagh ou des massacres au Yémen orchestrés par l'Arabie Saoudite. Les vies des habitant·es de ces peuples comme celui des Palestiniens ne valent pas moins que les autres.

PEPS considère que à terme la solution politique ne peut être résolue que par la pleine égalité des droits de tous les habitants et dans le cadre d'une Confédération. Démocratique des peuples du Moyen Orient qui assurera le droit à l'existence, à l'autonomie et à la liberté de tous les peuples juif, arabe, kurde, druze, quels que soient leurs religions. Cette proposition faite depuis des décennies par les représentants du peuple Kurde qui ont combattu victorieusement l'islamo-fascisme de Daesh est la seule qui peut mettre un terme à la guerre sans fin qui ravage le Moyen-Orient depuis la colonisation britannique et française de la région. Comme le dit Abdullah Öcalan. : « Ce projet démocratique, nous l'avons baptisé le confédéralisme démocratique. On peut qualifier ce type de gouvernance d'administration politique non-étatique ou encore de démocratie sans État. (...) Les démocraties gouvernent, là où les États se contentent d'administrer. Les États sont fondés sur la force, les démocraties se basent sur le consensus collectif ». (Confédéralisme démocratique, International Initiative Édition).

PEPS appelle le gouvernement français à faire pression sur Israël pour éviter un massacre des populations civiles de Gaza. PEPS appelle à un cessez le feu et à la protection des populations Enfin PEPS refuse que soit importée en France une guerre sous la forme d'actes antisémites ou islamophobes. La lutte contre tous les racismes est notre boussole à tous. PEPS réfute l'amalgame fait entre antisionisme et antisémitisme et condamne l'instrumentalisation par la droite et l'extrême droite de cette guerre pour s'en prendre à des mouvements ou organisations qui dénoncent la politique du gouvernement israélien d'extrême droite.

PEPS prendra sa place dans les mobilisations unitaires pour le respect du droit international vis à vis de la Palestine, pour trouver les pistes réelles d'une paix juste et durable.

Le 10 / 10/ 2023

Pour une Ecologie Populaire et Sociale (PEPS)

Collectif girondin : Halte au feu et aux massacres !

Pour une paix juste et durable entre Palestiniens et Israéliens

Le Hamas et des mouvements de la résistance palestinienne ont lancé une opération d'envergure samedi sur le territoire israélien.

Si le droit international confirme le droit d'un peuple occupé à la résistance armée et non armée, les attaques contre les civils sont injustifiables et nous dénonçons celles qu'ont subi et que subissent Israéliens et Palestiniens.

Depuis plus de 15 ans, l'État d'Israël exerce un blocus inhumain qui enferme plus de deux millions d'habitants de Gaza. Il commet des crimes de guerre, des crimes contre l'humanité, des punitions collectives à l'encontre des Palestiniens de Gaza, entre autres lors d'attaques militaires d'envergure faisant des centaines de victimes, provoquant à chaque fois des destructions considérables.

Depuis des décennies, le gouvernement israélien bafoue le droit international en poursuivant la colonisation et l'occupation, en refusant le droit au retour des réfugiés et le droit à autodétermination du peuple palestinien. Sans réaction ni sanctions de la communauté internationale ! Les attaques des colons dans les villages et les lieux saints (musulmans et chrétiens) se multiplient en toute impunité avec la participation des forces armées israéliennes. Depuis des mois, des ministres suprémacistes justifient ces exactions, multiplient les appels à l'annexion des territoires palestiniens et au meurtre des Palestiniens.

La réaction du gouvernement israélien, qui appelle à une guerre totale, risque de tourner au massacre à Gaza, à Jérusalem, en Cisjordanie et d'embraser la région.

Le Collectif girondin tient à rappeler ce contexte et à exprimer son extrême inquiétude devant la situation actuelle. Il réaffirme son soutien à la résistance du peuple palestinien contre l'occupation et la colonisation.

Les autorités françaises, européennes et états-uniennes invoquent encore une fois le « droit d'Israël à se défendre » en faisant semblant d'ignorer le contexte. On sait que ce terme est interprété par le gouvernement israélien comme un permis de tuer.

Il n'y aura pas de paix sans perspectives politiques, il n'y aura pas de perspectives politiques sans que des sanctions ne soient prises contre Israël pour qu'il mette fin à l'occupation, à la colonisation et à l'apartheid, et pour qu'il respecte le droit international et les résolutions de l'ONU.

Nous demandons aux autorités françaises et européennes de s'opposer aux opérations militaires contre la population palestinienne, notamment celles sur la bande de Gaza. Il est plus qu'urgent que des mesures concrètes soient prises pour la protection du peuple palestinien.

Nous appelons au cessez-le-feu et à l'ouverture de négociations sous l'égide des Nations-Unies.

Nous appelons à un rassemblement à Bordeaux jeudi 12 octobre à 18h30 place Jean Moulin.

Le Collectif girondin pour une paix juste et durable entre Palestiniens et Israéliens

Communiqué de la MDH relatif à la situation en Israël et Palestine

Depuis le 7 octobre le conflit israélo-palestinien qui dure depuis plus de trois quarts de siècle, a pris à nouveau un tour particulièrement dramatique.

La MDH condamne sans réserve les violences extrêmes commises contre les populations civiles en Israël (meurtres, agressions, enlèvements), elle dénonce les bombardements dans la bande de Gaza qui sèment la mort parmi la population civile et provoquent de nombreuses destructions.

Elle exprime sa solidarité avec toutes les victimes et leurs familles. Elle appelle à la libération de tous les civils israéliens kidnappés ces derniers jours. Elle appelle la France, l'Union Européenne et le Conseil de Sécurité de l'ONU à agir sans attendre pour un cessez-le-feu.

Elle appelle à la plus grande vigilance contre toute tentative d'instrumentalisation de ces événements pour opposer des populations dans notre pays en fonction de leur origine ou de leur religion.

Le conflit israélo-palestinien n'est pas d'essence religieuse ou communautaire, il s'agit d'une lutte de libération nationale, celle du Peuple Palestinien contre un Etat, celui d'Israël, qui occupe les territoires sur lesquels il aspire à édifier son Etat, en violation des résolutions de l'ONU.

La MDH rappelle que cette nouvelle guerre s'inscrit dans un contexte d'échec du « processus de paix » initié il y a 30 ans, qui n'a pas abouti à la création d'un Etat palestinien. Au contraire de cela, la colonisation par Israël de la Cisjordanie et de la partie orientale de Jérusalem – territoires occupés au regard du droit international – n'a cessé de se renforcer au fil des ans (extension et construction de colonies, confiscation de terres, destructions de terres agricoles, destruction de maisons et expulsion de leurs habitants à Jérusalem-Est). Symbole de cette colonisation, le « mur de séparation » édifié par Israël en plein cœur de la Cisjordanie, malgré la condamnation de la Cour Internationale de Justice. Il sépare les Palestiniens entre eux, prive certains d'entre eux de l'accès aux terres qu'ils cultivent, et prépare l'annexion à Israël d'une part importante de la Cisjordanie.

Quant à Gaza, bande de terre de 40 kms de long sur 10 de large, elle abrite plus de deux millions d'habitants qui subissent depuis 2007 – en violation du droit international – un blocus terrestre, aérien et maritime, qui a transformé ce territoire en une prison à ciel ouvert. Gaza a déjà subi à plusieurs reprises, de vastes offensives militaires terrestres et aériennes israéliennes qui ont non seulement tué des milliers de Palestiniens de façon indiscriminée mais ont délibérément détruit les infrastructures industrielles et agricoles.

La situation s'est encore aggravée depuis l'arrivée au pouvoir en 2022 à la tête d'Israël, d'un gouvernement d'extrême-droite, raciste et suprémaciste, qui a fait de la colonisation le premier point de son programme. On assiste à une accélération spectaculaire des opérations de colonisation, de nettoyage ethnique, et de répression contre le peuple palestinien, qui a causé la mort de 237 palestiniens dont 50 mineurs depuis janvier 2023. Des milliers de palestiniens sont emprisonnés en Israël dont beaucoup d'entre eux sans jugement parce qu'ils s'opposent à l'occupation.

Dans ce contexte, la MDH rappelle que les résolutions de l'ONU condamnent l'occupation et la colonisation israéliennes de la Cisjordanie, de Gaza et de la partie orientale de Jérusalem, elles reconnaissent le droit du peuple Palestinien à y édifier son Etat, aux côtés de celui d'Israël.

Elle appelle la France, l'Union Européenne et les membres du Conseil de Sécurité de l'ONU à sortir de leur inaction, et à agir enfin pour instaurer une paix juste et durable entre Palestiniens et Israéliens, en imposant l'application pleine et entière des résolutions des Nations Unies.

9 octobre 2023

Maison des Droits de l'Homme (MDH)

Un espace interassociatif, à Limoges et en Limousin, pour réfléchir et construire une société solidaire, démocratique, pacifique et durable

<https://www.mdh-limoges.org/spip.php?article3742>

Prises de positions actuelles sur le conflit israélo-palestinien - Série VII

ESSF (article 68365), [Prises de positions actuelles sur le conflit israélo-palestinien - Série VII](#)

Prises de positions actuelles sur le conflit israélo-palestinien - Série VI

ESSF (article 68365), [PALESTINE - ISRAEL Prises de positions actuelles sur le conflit israélo-palestinien - Série VI](#)

Prises de positions actuelles sur le conflit israélo-palestinien - Série V

ESSF (article 68273), [PALESTINE - ISRAEL Prises de positions actuelles sur le conflit israélo-palestinien - Série V](#)

Prises de positions actuelles sur le conflit israélo-palestinien - Série IV

ESSF (article 68232), [Prises de positions actuelles sur le conflit israélo-palestinien - Série IV](#)

Prises de positions actuelles sur le conflit israélo-palestinien - Série III

ESSF (article 68185), [Prises de positions actuelles sur le conflit israélo-palestinien - Série III](#)

Prises de positions actuelles sur le conflit israélo-palestinien - Série I

ESSF (article 68142), [Prises de positions actuelles sur le conflit israélo-palestinien - Série I](#)
